

RAPPORT 2025 DE L'OBSERVATOIRE DES ARMES EXPLOSIVES

22 600 personnes : c'est le nombre de victimes des armes explosives en 2025

Lyon, le 11 juin. L'Observatoire des armes explosives révèle que 22 600 civils ont été tués par des armes explosives dans leur rapport 2025. Dans au moins 65 pays et territoires, en 2025, les civils ont continué à subir d'importants préjudices du fait de l'utilisation d'armes explosives. Ces dommages ayant atteint des niveaux sans précédent depuis deux ans, les civils ont continué à souffrir à grande échelle tout au long de l'année 2025. Les bombardements et tirs d'artillerie quotidiens sur des zones peuplées se sont poursuivis dans de nombreux conflits où la souffrance des civils est désormais monnaie courante et n'est plus une exception. Le bilan est alarmant : davantage de pays, davantage de types d'armes, davantage de services civils détruits.

Notes aux rédactions :

. Les chiffres communiqués dans ce CP sont **sous embargo** jusqu'au 10 juin.

. Les experts plaidoyer de Handicap International sont disponibles pour répondre à des interviews.

. Merci de contacter Enora Callonnec pour toute demande : e.callonnec@hi.org / 06 69 59 78 85

/ Contact presse
Enora Callonnec
T. : 06 69 59 78 85
M. e.callonnec@hi.org

Des chiffres alarmants pour l'année 2025

- 22 600 morts civiles dues aux armes explosives en 2025
- 65 pays et territoires touchés au minimum
- 56 % du total des décès recensés dans le monde attribué aux forces armées israéliennes

- 85 % de tous les incidents causant des dommages civils imputables à 29 forces armées étatiques
- 2 541 attaques contre l'aide humanitaire — en hausse de 52 % par rapport à 2024
- 1 416 attaques contre des écoles en 2025 — une augmentation de 64 %

« Des services vitaux sont anéantis par les bombardements et les pilonnages systématiques. L'utilisation des armes explosives en zones peuplées démantèle méthodiquement l'accès des civils aux services de base indispensables à leur survie : écoles, hôpitaux, convois d'aide, canalisations d'eau et marchés alimentaires sont détruits à des rythmes croissants, dans davantage d'endroits, par davantage d'acteurs en 2025. Nous sommes particulièrement choqués de constater que de plus en plus de pays et territoires - 65 - sont concernés par cette pratique. »

Directrice du plaidoyer, Anne Héry

Des atteintes aux populations et aux infrastructures civiles essentielles

Tous les types de services essentiels ont subi des attaques d'armes explosives et les bilans se sont aggravés :

- Aide humanitaire : **2 541** attaques à l'aide d'armes explosives contre des opérations d'aide humanitaire en 2025, soit une hausse **de 52 %** par rapport à 2024. Environ 90 % ont eu lieu dans le Territoire palestinien. Au moins 108 travailleurs humanitaires ont été tués.
- Éducation : Les attaques contre les écoles et universités ont augmenté **de 64 %** - passant de 865 incidents en 2024 à **1 416 en 2025**, dans 27 pays. En Ukraine, les attaques de drones russes contre les écoles ont progressé de 358 %. En Colombie, un drone a frappé un hôpital sous tente servant de structure scolaire d'urgence.
- Santé : **1 272** incidents ont touché des hôpitaux, cliniques et ambulances dans 22 pays. L'Ukraine a enregistré une hausse de 20 %, due aux frappes de drones russes. 267 professionnels de santé ont été tués. **806** établissements de santé ont été endommagés ou détruits.
- Alimentation et eau : **1 082** attaques contre l'approvisionnement alimentaire dans 15 pays, dont 190 frappes sur des marchés et 154 incidents sur des terres agricoles. 87 attaques contre des infrastructures d'alimentation en eau dans 15 pays ont contraint des communautés à recourir à des alternatives coûteuses ou non potables.

« Chaque école, hôpital, marché, réseau d'eau ou convoi humanitaire détruit représente bien plus qu'une infrastructure endommagée - ce sont des opportunités perdues, des avenir brisés, des communautés repoussées encore plus loin de la reconstruction. Longtemps après la fin des bombardements, les civils continuent de vivre avec leurs conséquences : soins de santé perturbés, éducation interrompue, moyens de subsistance détruits, et le défi quotidien de reconstruire leur vie. Pour beaucoup, les conséquences des bombardements et des pilonnages font partie du quotidien et de la souffrance pour de longues années. »

Les drones : des armes de plus en plus dangereuses

Les armes aériennes, de plus en plus les drones, ont représenté **67 % de tous les incidents** causant des dommages civils. Cette tendance s'accroît : le recours aux drones dans les attaques contre les écoles a augmenté de **358 %** en Ukraine seule, et les frappes de drones sur les camps de déplacés dans le Territoire palestinien ont été multipliées par **5** (passant de 64 incidents en 2024 à 303 en 2025).

Un contexte de plus en plus meurtrier : 2025 vs 2024

Voici la liste des pays les plus touchés par les armes explosives :

Pays	2024 Nombre de morts	2025 Nombre de morts	Évolution
Territoire palestinien	19,561	12,136	↓ -37%
Ukraine	1,742	2,519	↑ +45%
Myanmar	2,372	2,450	↑ +3%
Syrie	727	1,015	↑ +40
Soudan	2,160	956	↓ -56%
Yémen	158	360	↑ +128%
Russie	325	334	↑ Steady
Iran	124	223	↑ +80%

La responsabilité des États dans les dommages civils

Les forces armées étatiques sont responsables de **85 % de tous les incidents** causant des dommages civils — plus de 17 300 incidents (contre 3 090 attribués à des acteurs non étatiques). Dans cinq contextes distincts, les forces armées étatiques ont été responsables de plus de 1 000 incidents : le Territoire palestinien, le Myanmar, l'Ukraine et la Russie.

Le nombre d'États signataires de la Déclaration politique de 2022 sur les armes explosives impliqués dans des dommages civils est passé de **cinq** à **huit** en 2025 : Cambodge, Kenya, Maroc, Nigéria, République de Corée, Somalie, Turquie, et États-Unis.

Le nombre de pays victimes de l'utilisation d'armes explosives par des États signataires a bondi de **5** en **2024** à **13** en **2025** — signe que les engagements politiques ne se traduisent pas, dans ces cas, par une évolution des pratiques militaires.

Les réseaux sociaux : une menace pour la sécurité des hôpitaux

Le rapport documente comment les récits en ligne à la suite d'attaques contre des hôpitaux — à Gaza, au Soudan, au Myanmar et en Ukraine — ont activement érodé les protections du Droit international humanitaire.

Trois schémas récurrents ont été identifiés :

- Des allégations selon lesquelles les hôpitaux étaient utilisés par des acteurs armés (servant à normaliser les attaques),
- Une hostilité envers les institutions humanitaires telles que l'Organisation des Nations unies et l'Organisation mondiale de la santé,
- Des discours déshumanisants à l'encontre de groupes ethniques ou nationaux.

Les chercheurs du rapport avertissent que ces narratifs néfastes émergent le plus souvent par une interprétation sélective et une politisation d'attaques réelles - et non par fabrication - ce qui les rend d'autant plus difficiles à contrer.

À propos de Handicap International

Handicap International est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis plus de 40 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Depuis sa création en 1982, Handicap International a mis en place des programmes de développement dans une cinquantaine de pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. Le réseau de 8 associations nationales (Allemagne, Belgique, Canada, États-Unis, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse) œuvre de manière constante à la mobilisation des ressources, à la cogestion des projets et au rayonnement des principes et actions de l'organisation. Handicap International est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), co-lauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton 2011. Handicap International agit et témoigne partout où « vivre debout » ne va pas de soi.